

# **FONDS DE DOTATION DE LA MUTUELLE GENERALE DES CHEMINOTS**

Fonds de dotation, régi par la loi LME n° 2008-776 du 4 août 2008

2 et 4 place de l'Abbé Georges Hénocque  
75013 Paris

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

## FONDS DE DOTATION DE LA MUTUELLE GENERALE DES CHEMINOTS

2 ET 4 PLACE DE L'ABBE GEORGES HENOCQUE, 75013 PARIS

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

---

Au Conseil d'administration du Fonds de dotation de la Mutuelle Générale des Cheminots

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation de la Mutuelle Générale des Cheminots relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Société par actions simplifiée au capital de 2 201 424 €

Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

572 028 041 RCS Nanterre

TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement comptable ANC n°2022-06 lié à la modernisation des états financiers et décrit dans la note "Principes, règles et méthodes comptables" de l'annexe des comptes annuels.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 11 juin 2026

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Jérôme LEMIERRE

Associé





# **FONDS DE DOTATION MGC**

## **Mutuelle Générale des Cheminots**

*COMPTES AU 31/12/2025*

# **SOMMAIRE**

## **Comptes annuels**

Bilan – Actif Page 3

Bilan – Passif Page 4

Compte de résultat Page 5

## **Annexes**

**Page 7**

## Bilan Actif :

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières :</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total II</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
<b>Créances :</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances				
Charges constatées d'avance	7 913		7 913	13 830
<b>Valeurs mobilières de placement :</b>				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	121 337		121 337	61 825
<b>Total III</b>	<b>129 250</b>	<b>0</b>	<b>129 250</b>	<b>75 655</b>
<b>Frais d'émission des emprunts (IV)</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts (V)</b>				
<b>Ecart de conversion Actif (VI)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)</b>	<b>129 250</b>	<b>0</b>	<b>129 250</b>	<b>75 655</b>



## Bilan Passif :

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise :		
Fonds propres statutaires	1 000	1 000
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise :		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves :		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice		
Situation nette (sous total)	1 000	1 000
Fonds propres consommables	24 367,22	65 476
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>25 367</b>	<b>66 476</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>		

  

PASSIF	Exercice	Exercice
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	7 397	9 130
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	96 485	49
Produits constatés d'avance		
<b>Total IV</b>	<b>103 882</b>	<b>9 179</b>
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>129 250</b>	<b>75 655</b>

## Compte de résultat :

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	816 601	769 447
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
<b>Total I</b>	<b>816 601</b>	<b>769 447</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	816 601	769 447
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires		
Cotisations sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
<b>Total II</b>	<b>816 601</b>	<b>769 447</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS :</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total III</b>		

**Compte de résultat (suite) :**

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
<b>CHARGES FINANCIERES :</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total IV</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>816 601</b>	<b>769 447</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>816 601</b>	<b>769 447</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

L'exercice social 2025 est d'une durée de 12 mois, du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les comptes de l'exercice font apparaître un résultat de 0 € et des capitaux propres de 24 367,22 €.

### FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

En 2025, le Fonds de dotation MGC a poursuivi la mise en place d'actions de prévention à la SNCF et la diffusion de ses supports de prévention auprès du grand public.

Pour son fonctionnement, la mutuelle fondatrice, la Mutuelle MGC, effectue d'une part un apport en industrie pour ce qui est relatif aux frais de personnel mis à disposition pour le fonctionnement courant du Fonds de dotation, et d'autre part un apport en numéraire pour le complément du budget annuel alloué et décidé par ses instances.

Au niveau de la gouvernance, la fonction de Président du Fonds de dotation de la MGC est assurée par le Président du Conseil d'Administration de la MGC.



## 1. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes ont été établis sur le principe de continuité de l'activité.

### a. Application des principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice sont présentés conformément au règlement ANC n°2020-08 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ce nouveau Règlement a été homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020. A défaut de dispositions spécifiques prévues au présent règlement, les dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général s'appliquent.

Le nouveau règlement ANC n°2022-06 vient modifier le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général (« PCG ») et le règlement ANC n°2023-03 vient modifier le règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif en vue de moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes. Il est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Ce règlement a pour effet notamment :

- L'introduction d'une nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel ;
- La suppression de la technique du transfert de charge ;
- La modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers ;
- L'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe.

Selon les règles françaises, un changement de réglementation comptable est qualifié de changement de méthode comptable.

Au 31/12/2025, les principaux effets observés sur le fonds de dotation à la suite de l'application de ce règlement sont les modifications de libellés et regroupements sur le bilan et le compte de résultat.

Les nouveaux tableaux introduits pour donner suite au nouveau règlement ANC sont les suivants :

- Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes ;
- État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice.

Ces prescriptions sont apparues suffisantes pour donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ou du résultat du Fonds de dotation.

Les comptes à partir desquels sont établis le bilan et le compte de résultat sont tenus selon les conventions de continuité de l'exploitation, de spécialisation des exercices et de permanence des méthodes dans le respect du principe de prudence.

Les postes d'actif et de passif du bilan d'une part, les postes de charges et de produits des comptes de résultat d'autre part, sont inscrits au bilan sans compensation.

Il est tenu compte des risques et des pertes intervenus au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur, même s'ils ont été connus entre la date de clôture de l'exercice et celle de l'établissement des comptes.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

## **b. Modes et méthodes d'évaluation**

### **✓ Immobilisations**

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre.

L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens selon la méthode linéaire.

Les durées d'amortissement des immobilisations sont les suivantes :

	Méthode	Durée
Logiciels bureautiques	Linéaire	3 ans
Logiciels & progiciels	Linéaire	5 à 7 ans
Inst. Tech., mat. & outillage	Linéaire	3 à 7 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

### **✓ Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### **✓ Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'acquisition, la méthode utilisée est le FIFO.



## 2. NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT

### a. Actif

✓ **Immobilisations incorporelles**

Néant.

✓ **Immobilisations corporelles**

Néant.

✓ **Immobilisations financières**

Néant.

✓ **Avances et acomptes**

Néant.

✓ **Clients et comptes rattachés**

Néant.

✓ **Charges constatées d'avance**

Elles sont constituées de « contenus numériques du fournisseur » pour 4 073,60 €, des frais d'hébergement 2025 du site internet pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2026 pour 3 247,60 € et d'une plateforme de gestion de consentement en ligne pour 591,67 €

✓ **Valeurs mobilières de placements et disponibilités**

Les disponibilités s'élèvent à 121 336,78 €.

### b. Passif

✓ **Fonds d'établissement**

Il a été versé par la MGC, conformément aux décisions de l'AG constitutive et aux statuts, pour un montant 1 000,00 €. Il s'agit d'un fonds d'établissement sans droit de reprise.

✓ **Fonds propres consommables**

Les Fonds propres consommables s'élevaient à 65 475,78 € au 31 décembre 2024. Après dotation de l'exercice pour 775 492,43 € et une consommation de 816 600,99 €, le solde au 31 décembre 2025 s'établit à 24 367,22 €.

✓ **Provisions pour risques et charges**

Néant.

✓ **Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit**

Néant.

✓ **Dettes fiscales et sociales**

Néant.

✓ **Fournisseurs et comptes rattachés**

Ce poste est représenté par des dettes fournisseurs pour 1 722,68 € et des factures fournisseurs non parvenues à hauteur de 5 674,34 €.

✓ **Les autres dettes**

Les autres dettes sont constituées par le compte courant MGC à hauteur de 96 485,41 €.

**c. Compte de résultat**

✓ **Produits d'exploitation**

Ils s'élèvent à 816 600,99 € et sont constitués d'une part de la donation de la MGC pour 775 492,43 € et d'autre part du prélèvement sur les fonds propres consommables pour 41 108,56€.

✓ **Charges d'exploitation**

Elles s'élèvent à 816 600,99 € et sont principalement composées de charges de salaires et de services extérieurs.

✓ **Charges exceptionnelles**

Néant.

**Le résultat net de l'exercice s'élève à 0 €**

**d. Evénements postérieurs à la clôture**

Conformément à la réglementation, nous vous exposons ci-après les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et l'établissement du présent rapport.

A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun événement survenu depuis la date de clôture de l'exercice et qui nécessiterait un ajustement des états financiers.

## INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT 2025

### TABLEAU DES ENTREPRISES LIÉES

Libellé	Débit	Crédit
Fournisseur MGC		262,71 €
Compte Courant MGC		96 485,41 €

### ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Dettes (a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées				
Fournisseurs et comptes rattachés	7 397,02 €	7 397,02 €		
Autres dettes	96 485,41 €	96 485,41 €		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>103 882,43 €</b>	<b>103 882,43 €</b>		

### HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires afférents à la certification des comptes	4 815,00 €
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	
<b>Total</b>	<b>4 815,00 €</b>